

Ce 1^{er} Mai qui pèse sur Jacques Chirac

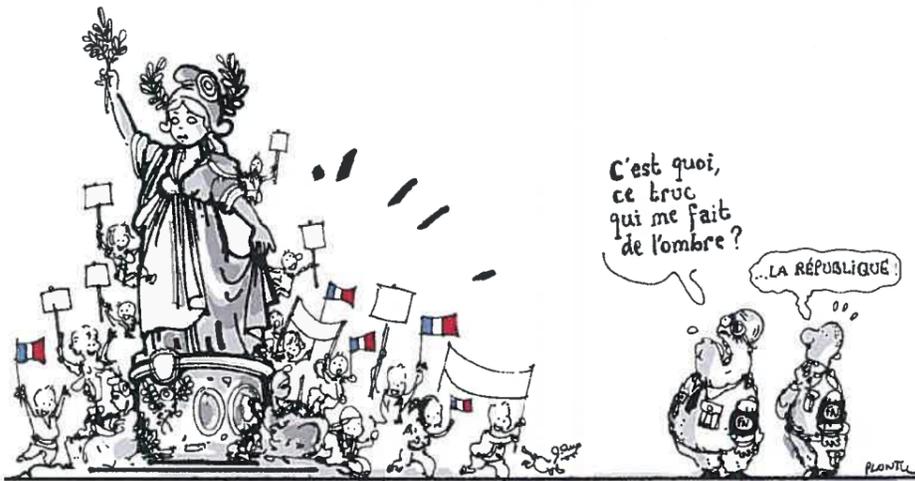
Un million et demi de personnes ont manifesté contre l'extrême droite à Paris et dans plusieurs dizaines de villes de province

SOMMAIRE

Contre l'extrême droite. Un million et demi de personnes ont défilé, le 1^{er} Mai, à Paris et en province. Reportages au cœur de ces manifestations gigantesques. La gauche plurielle et des ministres dans les cortèges. Entretien avec Nicole Notat, qui ne veut pas entrer au gouvernement après une victoire de la droite aux législatives. p. 2 à 5

Pour Le Pen. Dans le cortège du FN : « Aujourd'hui, on ne nous rit plus au nez. » Jean-Marie Le Pen attaque Jacques Chirac. Extraits. Meeting à Marseille. Le FN mobilise sur Internet. L'extrême droite italienne rejette Le Pen. p. 6 et 7

A droite. L'ampleur des manifestations pèse sur Jacques Chirac. Entretien avec François Fillon (RPR) : « Après les législatives, Chirac pourra essayer de construire des consensus. » Enquête sur les régions où la droite s'est rapprochée de l'extrême droite. Languedoc-Roussillon. p. 8 à 10



A gauche. François Hollande tire les leçons du 21 avril. Meeting à Nantes de la « gauche unie ». p. 11

Enquête. Ras l'front n'a jamais cru à la marginalisation du FN. p. 13

Débats. Un collectif contre la « lèpénisation des esprits ». Les points de vue de Ivan Sainsaulieu, Gilles Bert et Christophe Laudou, Didier Peyrat, Jacques Gaillard, Didier Cornilliat. p. 14 et 15

Culture. Comment Nantes lutte contre l'exclusion par sa politique urbaine. Portrait : à Nîmes, le combat de Simon Casas, directeur des arènes, contre l'extrême droite. Mobilisation des artistes. p. 34 à 36

► Manifestations gigantesques contre l'extrême droite

► L'entourage de Jacques Chirac assure qu'il ne peut pas ignorer cette mobilisation

► Violente diatribe de Jean-Marie Le Pen contre le président sortant

► La gauche réfléchit aux raisons de sa défaite du 21 avril

Voter Chirac

LA FRANCE est, massivement, descendue dans la rue. Elle s'est ainsi rassurée au spectacle de sa jeunesse mobilisée, anticipant un vote que l'on souhaite aussi puissant que possible en faveur du candidat de la République. Chaque chose en son temps : après les manifestations d'un 1^{er} Mai hors du commun, il reste à réussir le vote du 5 mai afin de se prémunir contre un nouveau coup de tabac électoral. D'abord, donc, voter Chirac pour écarter Le Pen. Oui, enfouir Le Pen sous des bulletins Chirac.

J.-M. C.

Lire la suite page 16

PROCHE-ORIENT

Arafat est libre
Tsalah a quitté
Ramallah p. 18

DIVORCE

Conséquences sur les
études des enfants p. 21

FUSION

Hewlett-Packard et
Compaq, c'est fait p. 24

SCIENCES

La matérialisation
de la conscience p. 30

Les grands patrons contre Le Pen

APRÈS la condamnation du programme économique de Jean-Marie Le Pen par le Medef, des grands patrons français, interrogés par *Le Monde*, appellent explicitement à voter pour Jacques Chirac. C'est le cas de François Roussey (EDF), Jean Peyrelevade (Crédit lyonnais), Pierre Richard (Dexia), Bernard Arnault (LVMH). De son côté, François Pinault (photo), troisième fortune de France et ami du président, salue « le refus constant et viscéral de toute compromission avec l'extrême droite » manifesté par M. Chirac, auquel il apportera son suffrage. Mais il souligne que « le défi à relever pour ceux qui seront aux affaires



sera considérable ». « Jacques Chirac a cinq ans pour bouger la France et la remettre d'aplomb : s'il ne pouvait le faire, l'avertissement pourrait se transformer en sanction encore plus sévère pour la classe politique », prévient-il. D'autres grands patrons vote-

ront également en faveur de M. Chirac mais ne souhaitent pas en faire de publicité, comme Gérard Mestrallet (Suez), ou Henri Lachmann (Schneider), un autre proche du président sortant.

Les marchés boursiers et financiers ont déjà largement anticipé une victoire de Jacques Chirac au second tour de la présidentielle et sont donc assez peu sensibles à l'émotion qui a saisi le pays. Alors que l'euro est en hausse, de nombreux économistes estiment que la monnaie unique a évité au pays une grave crise des changes après le premier tour.

Lire page 23

LE MONDE DES LIVRES

Dossier spécial : le sens du vote du 5 mai



POUR RÉFLÉCHIR sur le sens du vote du 5 mai, un dossier de quatre pages. « Comment être républicain aujourd'hui », par l'historien Maurice Agulhon. Comment agir : les points de vue de Robert Badinter, Pierre Vidal-Naquet, Michelle Perrot, Pierre Guyotat. Comment faire un diagnostic : Edgar Morin, Lydie Salvayre et Jean-Louis Bourlanges cherchent les raisons de la « lèpénisation des esprits ». Comment comprendre : Jean-François Sirinelli, Olivier Mongin, Yannick Haenel mettent en perspective le choc du 21 avril.

Lire notre supplément

Place de la Nation à Paris, anti-FN jusqu'au bout de la nuit

LA MANIFESTATION anti-Le Pen du 1^{er} Mai est finie mais, vers 21 heures, ils sont encore quelques milliers à vouloir prolonger la fête, place de la Nation, à Paris. La foule danse, chante ou refait le monde par petits groupes assis sur les pelouses, dans un immense brouhaha où se mêlent les slogans politiques et une musique assourdissante. La fin du cortège débouche du boulevard Voltaire, au rythme de *L'Internationale*, scandée par des voix éraillées. « Cette nuit, on ne se couche pas », prévient Maïta, qui danse en brandissant une main « Touche pas à mon pote ! » au bout d'un piquet de bois. Coiffée d'un béret, cette dame en préretraite qui partage sa vie entre Paris et Toulouse est venue avec sa réser-



Y. HERMAN/REUTERS

ve de pastis qu'elle partage généreusement autour d'elle. Depuis une semaine, elle est de toutes les manifestations : « Aujourd'hui, c'est la rue qui parle. Pas la gauche caviar. »

Vers 22 h 15, au cri de « Nique la police » quatre ou cinq jeunes gâchent un moment la fête en jetant des bouteilles sur les CRS en faction à l'entrée de l'avenue Dorian. « Arrêtez, c'est nul », se lamente une jeune fille. Les policiers se mettent en ligne, boucliers en avant, mais des manifestants forment une chaîne devant eux en se tenant par la main, pour éviter l'affrontement. L'incident n'aura pas duré dix minutes. Boulevard Diderot, un policier en civil, talkie-walkie en bandoulière, insiste sur le bon déroulement de la manifestation. « On était assez nombreux pour éviter les problèmes mais on ne ferait pas ça tous

les jours, explique-t-il. On va faire partir ceux qui restent sur la place, sinon ils y passent la nuit. Je me suis levé à 5 heures, j'ai envie de rentrer à la maison. »

Vladimir et Mohamed, eux, comptent bien passer une nuit blanche. Venus du Havre, les deux copains, âgés de 20 ans, ont prévu de rentrer seulement le lendemain matin, par le train de 5 h 45. « Un million et demi de personnes dans la rue, c'est un jour historique. On est contents d'avoir contribué à ça, explique Vladimir, au chômage. C'est un genre de Mai 68 de l'an 2000. » Un peu avant minuit, les CRS font redescendre tout le monde sur terre en dispersant sans ménagement les derniers manifestants. « La vraie révolution est éternelle », affirme pourtant une banderole oubliée sur la place, vide et jonchée de débris.

Frédéric Chambon

SPORTS

Champions engagés



TROIS CENTS sportifs de haut niveau adressent un « carton rouge » à Jean-Marie Le Pen. Lire page 28

ANALYSE

L'adieu du prolétariat

ON POURRA dénoncer les effets pervers de la cohabitation, reprocher à Jospin d'avoir mené une mauvaise campagne, accuser Chirac d'avoir jeté la bûche de l'insécurité dans le feu de la campagne, dénoncer les téléos pour avoir montré en boucle le petit vieux pleurant sa maison brûlée, attaquer les instituts de sondage pour faute professionnelle aggravée, railler les abstentionnistes et les théoriciens du bonnet blanc/blanc bonnet, une chose reste : 20 % d'électeurs ont donné leurs voix à l'extrême droite, et parmi eux le plus gros contingent d'ouvriers recensé à la sortie des urnes.

Il est tentant d'imputer cette déshérence du vote ouvrier à la politique menée par Jospin. A comparer les votes de 2002 et de 1995, on notera cependant que le

principal changement vient moins du total recueilli par la gauche que de l'apparition de deux nouveaux candidats, Besancenot et Chevènement (Laguiller gardant son score, et Mamère et Taubira captant, le temps soudain suspendu d'un premier tour, l'électorat classique du PS). Or ces deux nouveaux pôles, à tous égards antagoniques comme l'a montré le débat sur la régularisation des sans-papiers, font leurs plus mauvais scores parmi les ouvriers (3,2 % chacun selon Louis-Harris). La question vient donc de plus loin. Comment comprendre que sur les sept millions d'ouvriers que compte la France, le premier parti à en recevoir les suffrages soit celui de Le Pen, le second étant celui de Chirac, le troisième seulement celui de Jospin, les quatrième et cinquième

quasiment ex aequo étant Arlette Laguiller et Jean Saint-Josse (à près de 10 % chacun), loin devant le Parti communiste (avec 5,3 % des voix ouvrières) ?

S'il y a bel et bien une nouvelle question ouvrière qui mérite examen, on ne soulignera d'abord jamais assez que les électeurs de Le Pen donnent pour 60 % d'entre eux la question de l'immigration dans les items qui leur font choisir le Front national. Le vote Le Pen est un vote majoritairement xénophobe, à l'image du vote en faveur des partis d'extrême droite dans l'ensemble de l'Europe. Omettre ce point, c'est oublier l'essentiel.

Daniel Cohen pour *Le Monde*

Lire la suite page 16

JEAN-LOUIS BORLOO

Jean-Louis Borloo, UN HOMME EN COLÈRE

192 p. 18 €

Ramsay

M 00147 - 508 - F - 1,20 €

France	2	Aujourd'hui	28
Horizons	13	Météorologie	32
International	18	Jeux	32
Société	21	Carnet	33
Entreprises	23	Abonnements	33
Communication	25	Culture	34
Marchés	26	Radio-Télévision	37

Le Monde
ÉDITORIAL

Doutes au Pakistan

VU de Washington, Londres ou Paris, le général-président pakistanais Pervez Moucharraf – qui vient de se faire plébisciter par référendum – avait plutôt bonne allure. Certes, l'homme a pris le pouvoir par un coup d'Etat, renversant en octobre 1999 le premier ministre élu Nawaz Sharif. Certes, il a, depuis, gouverné en muselant toute opposition, même s'il laisse la presse relativement libre. Certes, durant plus de deux ans, il n'a pas semblé faire grand-chose pour soulager la misère affectant la grande majorité des 145 millions de Pakistanais. Mais voilà tout de même un homme qui a, au lendemain des attentats du 11 septembre, changé radicalement la politique de son pays.

Il a choisi le camp des Etats-Unis, et des Occidentaux au sens large, dans la lutte contre l'islamisme militant. Il a décidé de participer au combat pour renverser le régime des talibans en Afghanistan. Il a entrepris de démanteler chez lui les partis, associations, écoles religieuses qui servaient de base aux plus radicaux des militants islamistes. C'est un changement de cap brutal et total. Le Pakistan avait mis en place puis entretenu les talibans. Une partie de l'appareil d'Etat pakistanais – armée et services secrets – protégeait et équipait les islamistes afin de les utiliser dans le combat mené contre l'Inde au Cachemire. Bref, le Pakistan était, avec l'Afghanistan, l'un des points d'appui principaux de l'islamisme militant et du terrorisme perpétré en son nom.

Pour ce revirement et ses bons services dans la guerre

contre Al-Qaïda, le général-président a été récompensé. Les sanctions financières pesant contre son pays ont été levées. Les crédits, remises de dettes et autres facilités de paiement ont été multipliés comme par miracle, sauvant le Pakistan de l'asphyxie financière qui le menaçait. Et tout allait pour le mieux pour le général-président Moucharraf. Jusqu'à ce référendum du mardi 30 avril...

Car, curieusement, ce scrutin va mettre en lumière certains aspects les plus embarrassants du régime Moucharraf. Les Pakistanais, qui faisaient plutôt confiance au général-président, le voient se comporter comme deux de ses prédécesseurs, Ayub Khan et Zia Ul-Haq, qui furent des dictateurs après s'être fait plébisciter par référendum. Les Pakistanais devaient dire mardi s'ils accordent un mandat de cinq ans à M. Moucharraf à la tête du pays. Au lendemain du vote, ils ne peuvent qu'émettre des doutes sur le résultat d'un scrutin – 97 % de « oui » – dénoncé par toute l'opposition et qui paraît avoir été entaché de sérieuses irrégularités. L'abstention semble avoir été massive.

La stature de M. Moucharraf en ressort diminuée. L'exercice oblige à s'interroger sur la sincérité d'un homme dont la lutte contre les islamistes paraît plus formelle que réelle, qui n'a guère fait progresser les relations avec l'Inde et dont le programme économique reste des plus flous. M. Moucharraf doit restaurer sa crédibilité. Il doit garantir que les élections générales qu'il a promises pour octobre seront libres et ouvertes. Le contraire du référendum.

Voter Chirac

Suite de la première page

Puis tenter de tirer d'un mal – le score de l'extrême droite – un bien : organiser le rebond, le sur-saut républicain.

Pour y parvenir, il faudra sans doute s'accorder sur les éléments suivants : la percée de Jean-Marie Le Pen et sa qualification pour le second tour de l'élection présidentielle ne sont pas un simple accident de parcours ; une nouvelle page de notre histoire s'est ouverte, quelque chose a commencé, à charge pour nous de faire en sorte que ce quelque chose garde les couleurs de la démocratie et du progrès ; les recettes qu'il nous faudra élaborer pour résoudre cette crise ne sont pas exclusivement, ni même peut-être principalement, à rechercher du côté de l'économie et du social : nous sommes dans une crise politique qui affecte le ciment de la société, son « vivre ensemble » ; enfin, il faudra nous doter d'un projet qui redonne du sens à la France dans l'Europe, ainsi qu'à l'Europe elle-même.

Tout cela peut et doit être entrepris, à condition de raison garder : l'Apocalypse n'a pas commencé ; nous ne sommes pas dans la situation de l'URSS de Gorbatchev, au bord de la dissolution du pays ; ce dernier n'est pas, comme le proclame Jean-Marie Le Pen, à ramasser la petite cuillère ; pas plus qu'il n'est prêt à on ne sait quel « grand soir », rêve permanent de celles et ceux qui, à l'extrême gauche, ont hier écarté Jospin, et

aujourd'hui renvoient Chirac et Le Pen dos à dos. On ne dira jamais assez le tort fait par la thématique du « déclin », qui ressort à chaque campagne électorale, où il n'est question que de « redresser » un pays qui ne cesserait de s'effondrer. La France est un pays riche, notamment de ses ressources intellectuelles, qui s'est déjà beaucoup transformé, qui a les moyens d'affronter, avec ses partenaires européens, les lourds problèmes qui sont les siens.

En revanche, il est vrai que l'optimisme historique de nos parents nous manque : les Français, comme les autres Européens des années 1950-1960, se projetaient ensemble dans l'avenir, pour dépasser leurs querelles meurtrières du passé, et les malheurs du présent. Or, depuis l'avènement de l'euro, nous avons, au fond, touché tous les dividendes de cette vision ; un peu comme si nous avions consommé l'héritage de ceux qui ont mis sur pied l'Union européenne. Désormais, et cela est en fait sensible depuis le sommet de Nice, consacré à l'élargissement, et marqué par l'isolement de la France, le doute s'est installé : un peu comme si l'Europe était toujours considérée comme avantageuse pour la France en général, et douloureuse pour certaines catégories de Français en particulier ; l'ambition technologique recule, en France comme en Allemagne ; l'un et l'autre pays sont désormais, à travers leurs opinions, les plus réticents à l'élargissement ; et chacun de constater que, sur le théâtre principal de la scène internationale, le Proche-Orient, elle est impuissante. Cha-

cun aussi d'oublier que, sans Europe forte, il sera vain d'espérer « organiser » ou « réguler » la mondialisation économique.

Il faudra donc, sans tarder, être capable de donner aux Français de meilleures raisons de croire à la souveraineté partagée ; à charge pour le président de donner à nos partenaires, en premier lieu aux Allemands, de bonnes raisons de croire à la victoire d'un leadership partagé. Il est en effet frappant de constater que les premières options affichées par Le Pen en vue du second tour étaient délibérément hostiles à l'Union européenne et à l'euro. Tout comme il est clair que les points forts du vote Le Pen ont un point commun : leur concentration aux frontières de l'Hexagone. La carte des régions qui ont placé Le Pen en tête au premier tour suit très exactement les contours de celles-ci. Le clivage ouverture-repli est donc majeur. Cette situation commande aux futurs gouvernants, non seulement de redéfinir, mais aussi de mieux assumer et mieux incarner l'ambition européenne de la France.

Cela fait partie du combat que la démocratie française va désormais devoir mener si elle veut éviter que l'avertissement Le Pen ne devienne une menace Le Pen se joue. Un combat qui se joue aussi, sinon d'abord, à l'intérieur de l'Hexagone. Il faudra faire le deuil d'une monarchie présidentielle installée par et pour de Gaulle, et qui avec Chirac a atteint un stade d'affaiblissement qui nécessite sa transformation ; passer d'une République jacobine à une République girondine, tant il est vrai

que seule une puissante décentralisation rapprochera les citoyens des lieux de la décision – puisqu'il y a éloignement du politique, rapprochons-la ! La Troisième République n'avait pas d'autre ambition lorsque, à peine installée, elle a forgé la grande loi sur les communes ; la commune de notre époque, de toute l'Europe, c'est la région ; la décentralisation est aussi le meilleur levier possible pour entreprendre la réforme de l'Etat, non pour l'affaiblir, ce que craignent et refusent les Français, mais pour lui permettre de se consacrer à l'essentiel : la sécurité bien sûr, la justice, l'éducation et surtout l'immense ambition qui doit être celle de la création d'un ascenseur social qui permette l'intégration. L'intégration, ardente obligation pour qui veut fortifier la démocratie française à travers la diversité culturelle, ethnique, religieuse de la France telle qu'elle est.

Bref, il y a du pain sur la planche ! Mais avant tout cela, il y a un second tour. La campagne qui touche à sa fin a au moins permis de vérifier ceci : le pays a pu prendre connaissance des propositions du FN, et vérifier qu'il ne peut être audible que sous l'angle de la dénonciation, tous azimuts, de tout ce qui n'est pas l'extrême droite. Il ne devrait plus pouvoir faire illusion sous l'angle des valeurs comme sous celui des propositions ; mais la droite va devoir vivre sous la pression d'une puissante force protestataire.

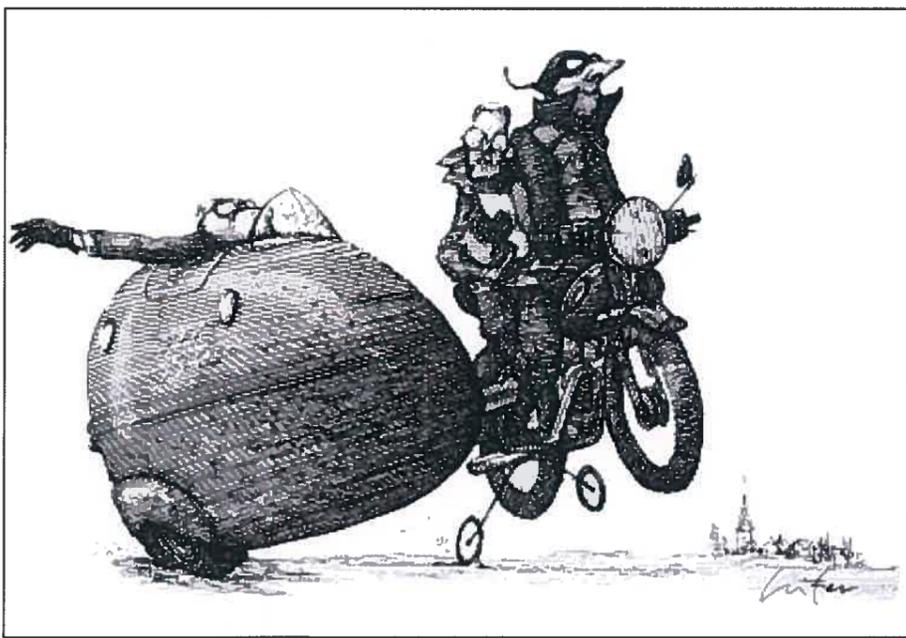
Face à celle-ci, le 5 mai, il y a Chirac. C'est ainsi. La République s'accommodera d'un homme dont les pratiques, lorsqu'il était maire de Paris, ont pu paraître à beaucoup, à commencer par nous-mêmes, hasardeuses. La République ne doit pas, en revanche, s'accommoder d'un homme dangereux.

Au soir de ce 5 mai, il appartient à Jacques Chirac de prendre à bras-le-corps cette situation inédite : fort d'un mandat beaucoup plus large que celui de tous ses prédécesseurs, il devra être le promoteur d'une nouvelle donne démocratique, d'une révolution républicaine. La présidence devra donc être autre chose que la propriété d'une petite camarilla, réglant ses comptes hier avec les balladuriers, aujourd'hui avec les centristes, demain avec la gauche. Bref, Jacques Chirac devra résister à la tentation, qui l'étreint déjà, de transformer une victoire que nous voulons pour lui, pour nous tous, historique, en petite opération politique. S'il devait y céder, il serait, comme l'a malencontreusement déclaré Alain Juppé à propos des manifestants du 1^{er} Mai, « à côté de la plaque ».

Mais rien n'est encore joué : les bulletins « Chirac » devront donc prendre le relais des manifestants de mercredi pour que le vote Chirac soit aussi un vote d'espoir.

J.-M. C.

La virée PAR MARTIAL LEITER



L'adieu du prolétariat

Suite de la première page

Cette mise en garde étant faite, la question du vote ouvrier demeure. Il n'est pas inutile de rappeler tout d'abord que les chiffres sont souvent trompeurs quant au poids des ouvriers dans la France d'aujourd'hui. S'ils ne représentent stricto sensu « que » 26 % de la population active, dépassés désormais par le nombre d'employés, les ouvriers sont à 80 % des hommes, le plus souvent mariés à des employées, en sorte que les « familles ouvrières » restent le principal groupe social français : 40 % des enfants sont ainsi aujourd'hui élevés dans une famille où l'un des deux parents est ouvrier. La question ouvrière est donc tout sauf un reliquat de l'ère industrielle : elle demeure centrale.

S'il reste des ouvriers en France, il n'est pas sûr pourtant qu'il reste une « classe ouvrière ». Dans un ouvrage passionnant intitulé *L'Égalité des possibles* (La République des idées/Seuil), Eric Maurin montre en effet que la condition ouvrière n'a plus grand-chose à voir avec celle du monde industriel d'hier. La majorité des ouvriers sont aujourd'hui « tertiariés ». Ils sont spécialistes de l'entretien, conducteurs d'engin, chauffeurs routiers, livreurs, manutentionnaires du commerce. Ils travaillent dans des

entreprises plus petites, ou dans les services de grandes entreprises autres que ceux liés à la production, souvent dans un environnement de type artisanal. Ils sont soumis eux aussi à la pression de clientèle, du « juste-à-temps ». Ils portent le poids du nouveau consumérisme, au sens figuré et au sens propre : selon les études de la Dares ils sont plus de 50 % à subir des « postes pénibles et fatigants » en 1998, contre moins de 30 % en 1984.

Leur sentiment de classe, né au sein du monde industriel d'une condition partagée, se dilue. Le donneur d'ordres est tout autant le client impatient que le patron. A de nombreux égards, le point de vue ouvrier fait plus souvent corps avec celui du patron : ils dénoncent avec lui le poids des charges sociales, des règlements... L'alliance entre les ouvriers et les petits patrons du commerce et de l'industrie devient possible : c'est celle qu'a annoncée le vote du 21 avril, moins en élargissant la base ouvrière déjà acquise des voix en faveur de Le Pen qu'en y ajoutant les électeurs qui firent jadis le succès de Poujade.

La gauche a certainement failli par rapport à ces ouvriers, mais encore faut-il bien saisir en quoi. L'alliance PC-PS du temps de l'union de la gauche, qu'on peut interpréter, pour simplifier, comme l'alliance des ouvriers et de la fonction publique (et qu'en grandeur réduite LO et la LCR pourraient essayer de reconstruire),

s'est brisée. L'idée implicite d'une fonctionnarisation de la classe ouvrière par le programme des nationalisations a dû être abandonnée. L'alliance de substitution entre les exclus, les classes populaires et les classes moyennes, théorisée par Henri Weber, ne leur sourit pas davantage : ils méprisent les mesures offertes par la gauche en direction des exclus et rejoignent la droite pour dénoncer la « prime à l'indigence » que représentent le RMI d'un côté, la RTT de l'autre. Mais rien n'illustre mieux cet horizon d'attente déçu que les espoirs mis par la gauche dans ce que Louis Chauvel a appelé la « seconde explosion scolaire » des années 1980, qui a fait passer en dix ans le taux de bacheliers de 30 à 60 %.

RÊVE PERDU

Pour reprendre l'analyse de Stéphane Béaud, l'école est apparue dans ces années-là comme le lieu de report de toutes les aspirations des familles ouvrières. Comme il le montre magistralement dans son ouvrage *80 % au bac... et après* (La Découverte), la scolarisation a d'abord fait monter les ouvriers « plus haut dans l'échelle des illusions » en laissant croire que l'accès au bac signifierait la sortie de leurs destins ouvriers. Comme le résumait parfaitement l'un des jeunes interrogés dans le livre : « La chaîne, le bruit, la poussière, la saleté, ça ne m'intéresse pas franchement... Moi il me faut un bon bureau, des papiers, un stylo, c'est

mon rêve, ça... ». C'est ce rêve perdu dont la gauche a été d'abord comptable : d'avoir fait croire à une sortie de la condition ouvrière qu'elle n'a pas été en mesure d'accomplir.

On retrouve ici certaines des illusions perdues de Mai 68 où les étudiants allant au devant des ouvriers s'étonnent de découvrir, selon les mots de Jean-Pierre Le Goff, que ceux-ci « envient leur liberté de jeunes bourgeois... Pour les jeunes ouvriers, c'est à un rejet du travail en usine et de la condition ouvrière que l'on assiste, plutôt qu'à la transformation des usines en ces fameuses « bases rouges » dont les militants révolutionnaires ont rêvé ». (Mai 68 : L'Héritage impossible, La Découverte). Si le rêve des ouvriers ou de leurs enfants est de ne plus l'être, alors la naïveté de la gauche révolutionnaire qui leur demande de le rester ou de la gauche réformiste qui leur donne à croire qu'ils peuvent en sortir devient cruelle.

Il y a vingt ans, André Gorz publiait un livre-brûlot intitulé *L'Adieu au prolétariat* dans lequel il proposait d'oublier l'image radieuse de la classe ouvrière pour armer la critique du travail en général. C'est aujourd'hui le prolétariat, toujours au travail, qui fait ses adieux à la gauche. Retrouver le fil d'un dialogue perdu exigera un long travail qu'aucune formule incantatoire sur la trahison de la gauche ne fera progresser.

Daniel Cohen pour Le Monde

Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.

Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet

Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin

Directeur artistique : François Lolichon

Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard

Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

Rédaction en chef centrale :

Alain Deboue, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

Rédaction en chef :

François Bonnet (International) ; Anne-Line Roccati (France) ;

Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ;

Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Franck Nouchi (Culture) ;

Josyane Savigneau (Le Monde des Livres) ; Serge Marti (Le Monde Economie)

Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg

Directeur des relations internationales : Daniel Vermet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

À NOS ABONNÉS

Pour toute information,
à partir du 2 mai :

Tél. : (33) 1.44.97.54.54

Mail : abo@lemonde.fr

Fax : (33) 1.44.97.54.53

« AU FIL DU MONDE »

Service clientèle, groupe Le Monde

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437

ISSN 0395-2037



Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunschou
94852 Ivry cedex



Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corne

21 bis, rue Claude-Bernard - BP 2118
75226 PARIS CEDEX 05

Tél. 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE